



---

## **Guerre d'Algérie : une couche mémorielle toujours douloureuse et conflictuelle**

---

### **Récemment publiés**

- ▶▶ **N°218** : *Un jour, j'irai à Dubaï avec toi. Ou quand l'émirat est devenu une destination en vogue.*
- ▶▶ **N°217** : *Pourquoi la défiance vaccinale est-elle plus forte dans le sud de la France ?*
- ▶▶ **N°216** : *Les enseignements des régionales en 10 cartes.*
- ▶▶ **N°215** : *Le rôle politique des entreprises.*
- ▶▶ **N°214** : *Abstention aux régionales : manifestation spectaculaire de la crise de foi républicaine*
- ▶▶ **N°213** : *La France est-elle confrontée à une « épidémie de solitudes » ? Baromètre – Les Français et la solitude, vague 2*
- ▶▶ **N°212** : *Les attentes à l'égard de l'entreprise à l'issue d'une année 2020 hors norme*
- ▶▶ **N°211** : *La vérité est ailleurs ? -Voyance, sorcellerie, astrologie*
- ▶▶ **N°210** : *La ville rose, pas assez bobo pour passer aux Verts ? Retour sur les municipales à Toulouse*
- ▶▶ **N°209** : *Marseille : loin du centre, les quartiers votent Ghali et leurs voisins votent RN*
- ▶▶ **N°208** : *Droit au blasphème, caricatures, liberté d'expression... Les Français sont-ils encore « Charlie » ?*
- ▶▶ **N°207** : *L'après Covid, quelles attentes à l'égard de l'entreprise ?*
- ▶▶ **N°206** : *Vers une féminisation des têtes de liste ?*
- ▶▶ **N°205** : *Le nombre de listes présentées par le RN aux municipales : indicateur de la dynamique militante du parti*
- ▶▶ **N°204** : *La pénibilité au travail : un sujet éminemment politique*
- ▶▶ **N°203** : *La retraite : le graal de la vie active*
- ▶▶ **N°202** : *De la dimension idéologique, socio-culturelle et urbanistique du kebab*

Dans La France sous nos yeux , nous avons utilisé avec Jean-Laurent Cassely l'image de la coupe géologique pour rendre compte de la sédimentation des différentes strates culturelles s'étant déposées au fil du temps sur notre pays en partant de la couche catholique jusqu'à la couche « yankee » (héritée de plusieurs décennies d'américanisation) en passant notamment par la couche culturelle régionale.

Pour décrire notre paysage mémoriel, la métaphore du circuit imprimé nous semble plus parlante. Ce composant électronique est en effet constitué de plusieurs couches et pellicules superposées et quand le circuit imprimé est relativement ancien, certaines couches demeurent actives, quand d'autres s'éteignent ou deviennent moins conductrices d'électricité. Il en va de même des différentes strates mémorielles qui irriguent notre pays. Parmi ces couches, il en est une qui est particulièrement douloureuse et qui est périodiquement réactivée, au gré des événements et de l'actualité.

Elle prend racine dans le passé colonial de notre pays en Algérie. Certes, cette couche mémorielle conflictuelle n'est pas présente et partagée dans toute la société française, mais elle demeure particulièrement sensible dans certains groupes, au premier rang desquels les populations originaires d'Algérie (immigrés et leurs descendants, communautés pied-noir et harki) et parmi les anciens combattants. Les liens avec le pays d'origine (ou d'origine des parents ou grands-parents), le regard porté sur la colonisation puis la décolonisation diffère sensiblement de ceux existant dans toute une partie du reste de la population.

Telle une impulsion électrique venant réactiver la couche profonde d'un micro-processeur, le 60<sup>ème</sup> anniversaire de la manifestation algérienne du 17 octobre 1961, très violemment réprimée par la police parisienne, risque de ranimer cette mémoire à vif.

### **1. One, two, three, viva l'Algérie !<sup>1</sup> : ballon rond et drapeaux algériens.**

D'autres événements, moins tragiques, contribuent régulièrement à ce que la population d'origine algérienne manifeste son patriotisme et son attachement charnel avec le pays des ancêtres, ce qui ne va pas sans créer de tensions ou d'irritations dans une partie de ce que les démographes appellent le « bloc majoritaire », à savoir la population française sans ascendance étrangère. Au cours des 20 dernières années, plusieurs événements notamment liés au football ont ainsi alimenté le soupçon d'une non allégeance à la France de la part de la population issue de l'immigration algérienne. Le 6 octobre 2001, lors d'un match entre la France et l'Algérie au Stade de France, auquel assistaient des membres du gouvernement, *La Marseillaise* avait été sifflée par une partie du public et des centaines de jeunes envahirent ensuite la pelouse en brandissant des drapeaux algériens. Ces images, symboliquement lourdes de sens, eurent un puissant retentissement dans la mesure où plus de 10 millions de Français suivaient le match à la télévision et assistèrent donc en direct à ces scènes. Une semaine après ces événements, selon un sondage Ipsos, 56% des Français jugeaient « ces incidents graves, car ils témoignent d'une difficulté d'intégration de la part d'une partie de la population issue de l'immigration ».

Depuis, ce type de polémique refait régulièrement surface au gré de l'actualité footballistique. Dans la soirée du 19 novembre 2009, pour fêter la victoire de l'Algérie sur l'Égypte, des milliers de supporters des Fennecs (surnom de l'équipe de football nationale algérienne) se rassemblèrent dans le centre de Toulouse. Des dégradations eurent lieu et le drapeau algérien fut substitué au drapeau français sur la façade de la mairie. Quelques mois plus tard, le 15 janvier 2010, Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire de Marseille, déclarait dans une réunion publique, à propos d'un récent match où l'équipe d'Algérie s'était qualifiée pour la Coupe du monde : « Nous nous réjouissons que les musulmans soient heureux du match, sauf que quand après ils déferlent à 15 000 ou 20 000 sur la Canebière, il n'y a que le drapeau algérien et il n'y a pas le drapeau français, cela ne nous plaît pas »<sup>2</sup>. On remarquera que l'édile phocéen parlait de « musulmans » pour désigner les Marseillais d'origine algérienne, soit l'appellation qui prévalait dans l'Algérie coloniale, et qu'il employa le verbe « déferler », terme péjoratif renvoyant là-aussi à l'histoire, dans une référence implicite aux manifestations du FLN, qui faisait descendre la foule de la casbah et des autres quartiers algériens vers le centre-ville d'Alger, le même drapeau flottant au-dessus de ces cortèges à l'époque. Quatre ans plus tard, en juin 2014, un autre maire d'une grande ville du sud de la France, Christian Estrosi, prenait un arrêté interdisant l'utilisation « ostentatoire » de drapeaux étrangers dans le centre de Nice, à quelques heures du match Algérie-Allemagne. Cet arrêté visait selon la mairie à « éviter les débordements, comme ceux qui s'étaient déroulés dans la nuit du 26 au 27 juin [à l'occasion de la qualification de l'Algérie contre la Russie] dans l'agglomération parisienne, dans la région lyonnaise, à Marseille et dans le Nord »<sup>3</sup>. Ces scènes se répétèrent avec une ampleur inégalée le soir du 14 juillet 2019 à l'occasion de la victoire de l'Algérie lors de la Coupe

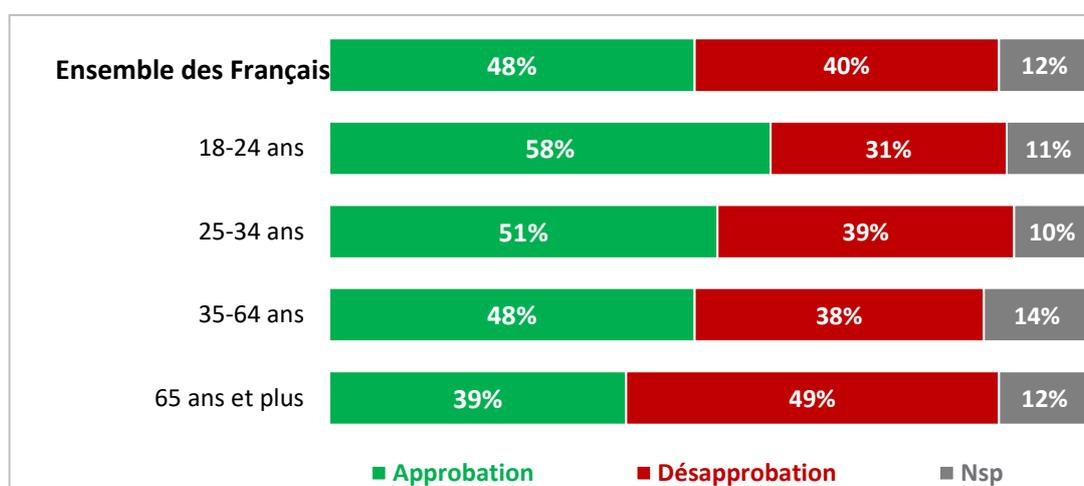
<sup>1</sup> Slogan des supporters de l'équipe de football algérienne.

<sup>2</sup> In *Le Monde* 18/01/2010.

<sup>3</sup> In « Brésil 2014 : avant le match de l'Algérie, Nice interdit « utilisation ostentatoire » des drapeaux étrangers » in *Le Monde* 30/06/2014

d’Afrique des Nations. Dans de nombreuses villes françaises, des dizaines de milliers de supporters descendirent dans les rues pour célébrer la victoire, ce qui donna lieu à des violences urbaines. A l’instar de ce qui s’était passé en 2001, les images étaient symboliquement marquantes avec notamment ces centaines de drapeaux algériens brandis le soir de la fête nationale française, sur les Champs-Élysées, soit le lieu même où quelques heures plus tôt s’était déroulé le défilé militaire. Si 48% des Français considéraient qu’il « était normal que des personnes d’origine algérienne vivant en France manifestent leur joie et leur attachement à leur pays d’origine quand l’équipe de football algérienne remporte un match », 40%, soit une minorité consistante, considéraient qu’il « n’était pas normal que des personnes d’origine algérienne vivant en France manifestent leur joie et leur attachement à un autre pays que la France dans de telles circonstances »<sup>4</sup>. Comme le montre le graphique suivant, le regard porté sur ces événements variait sensiblement selon les générations. Dans les tranches d’âge les plus jeunes, la désapprobation était nettement minoritaire alors qu’elle était majoritairement partagée par les plus âgés.

### Juillet 2019 : le jugement sur la célébration en France de la victoire de l’équipe de football d’Algérie



La présence d’une composante significative de personnes issues de l’immigration dans les jeunes générations (environ 15% de ces classes d’âge,) d’une part, et le souvenir plus vif de la Guerre d’Algérie parmi le public le plus âgé, d’autre part, expliquent sans doute ces différences de positionnement. On constate néanmoins que même dans les jeunes générations, les références indirectes à ce passé douloureux demeurent conflictuelles. Dans une partie de la population, les souvenirs de ce que l’on appelé les événements d’Algérie, restent en effet ancrés dans les têtes et ont été transmis. C’est le cas dans des familles d’origine algérienne, où l’attachement au pays d’origine demeure puissant. C’est le cas également dans des familles non issues de l’immigration, comme l’illustre par exemple cette description extraite du roman de Nicolas Mathieu, *Aux animaux la guerre*, :

« Sa mère avait gardé toute une série de *Paris-Match* de l’époque<sup>5</sup>. Oran, Philippeville, Palestro. Des vieilles couvertures jaunes et vertes. Un sentiment latent qui avait plané sur son enfance. Des mots qui venaient tout

<sup>4</sup> Sondage Ifop pour Atlantico.fr réalisé du 17 au 18 juillet 2019 auprès d’un échantillon national représentatif de 1015 personnes.

<sup>5</sup> A une époque où la télévision était encore peu répandue, les photos publiées dans la presse, et notamment dans un magazine comme *Paris-Match*, ont eu un très fort impact visuel dans l’opinion. Plusieurs décennies plus tard, elles constituent souvent un support mémoriel qui a été conservé dans certaines familles comme le raconte par exemple Marie-Béatrice Baudet, journaliste du *Monde*, à qui un vieux pied-noir exhibe un exemplaire de *Paris-Match* de mars

naturellement. Bicots, crouilles, bougnoules. Dans les montagnes, ils avaient égorgé des villages entiers [ ]. Des petits jeunes du contingent, allongés en plein soleil, leurs testicules dans la bouche. [ ]. Et après ça, il avait fallu qu'ils rappliquent, qu'ils viennent foutre la merde jusqu'ici <sup>6</sup>».

## 2. L'empreinte pied-noir dans le sud de la France

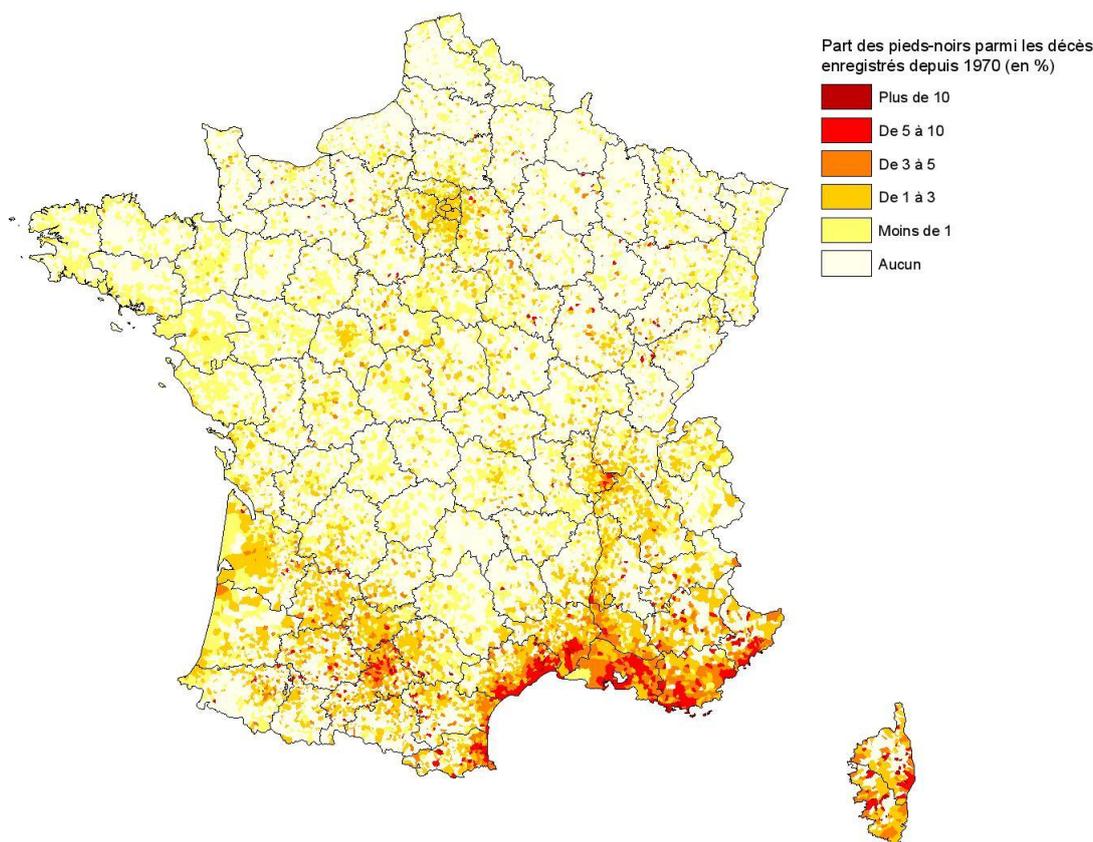
Dans certaines régions, cette couche mémorielle demeure plus vivace qu'ailleurs. Sa prégnance est ainsi plus marquée dans les zones où se sont implantées les familles pieds noirs. Le fichier des personnes décédées, produit par l'INSEE et que nous avons utilisé dans notre livre, peut une nouvelle fois être exploité pour dresser une cartographie fine de ce phénomène. Grâce au travail combiné de Guy Dumoulin et de Sylvain Manternach, nous avons pu identifier parmi l'ensemble des personnes décédées, celles étant nées en Algérie jusqu'en 1962 et portant un prénom ou un nom européen, ces deux critères nous permettant d'identifier les pieds noirs. Nous avons donc pu mesurer commune par commune, la proportion de pied-noir parmi les défunts depuis 1970. La carte suivante nous offre ainsi de manière inédite une photographie très précise des zones dans lesquelles, après les vicissitudes des premières années suivant l'arrivée en métropole, ces familles se sont finalement fixées et ont enterré leurs morts. Si des rapatriés ont été disséminés un peu partout sur le territoire, on observe sans surprise une nette préférence pour le sud du pays et pour le littoral méditerranéen. En Languedoc-Roussillon comme en Paca, la densité de la présence pied-noir est d'autant plus forte que s'on approche de la côte et l'on observe une dichotomie assez marquée entre l'arrière-pays et la bande littorale ou rétro-littorale<sup>7</sup>. Des communes littorales comme Le Pradet ou Six-Fours les Plages dans le Var, Marignane dans les Bouches-du-Rhône ou Lattes dans l'Hérault comptent plus de 10% de pied-noir parmi l'ensemble des défunts comptabilisés depuis 1972. Ce taux est de 14,5% à Port-Vendres, dans les Pyrénées-Orientales, où débarquèrent à l'été 1962 de très nombreux rapatriés, dont une partie s'installa sur place. La proportion la plus élevée (16,5% de pieds noirs parmi les décédés) s'observe à Carnoux-en-Provence, petite ville des Bouches-du-Rhône, qui sortit de terre au début des années 1960, sous forme d'un programme immobilier, avant d'accueillir des milliers de rapatriés qui la transformèrent en une ville à part entière, qui devint commune de pleine exercice en 1966. La vallée de la Garonne, et plus spécifiquement la région toulousaine, constitue un autre foyer d'implantation pied-noir. On compte par exemple 11% de rapatriés parmi les personnes décédées depuis 1972 à Saint-Orens-de-Gameville.

1962 dans lequel figuraient des photos sur les violences à Alger après le cessez-le-feu. Cf « « De Gaulle, ce traître » : la rancœur tenace des partisans de l'Algérie française ». in *Le Monde* 29/12/2020.

<sup>6</sup> Nicolas Mathieu : *Aux animaux la guerre*. Babel noir. 2016. P290

<sup>7</sup> Le même phénomène se vérifie en Corse le long de la côte orientale.

## L'implantation de la communauté pied-noir



La présence significative de familles pieds noirs dans ces zones a contribué à y façonner un climat d'opinion particulier et à y entretenir la vivacité de cette couche mémorielle conflictuelle au fil du temps. Si cette carte se superpose ainsi avec celle du vote en faveur de Jean-Louis Tixier-Vignancourt, candidat antigaulliste et pro-Algérie française lors de l'élection présidentielle de 1965, elle correspond également aux zones de forces actuelles du Rassemblement National dans le sud du pays. On notera d'ailleurs que plusieurs figures de ce mouvement dans ces régions ont des origines pied-noir. C'est le cas de Louis Aliot, maire de Perpignan, de Julien Sanchez, maire de Beaucaire, de Romain Lopez, maire de Moissac, de Philippe Vardon, candidat à Nice aux élections municipales de 2020 ou bien encore de Christophe Barthès, délégué départemental de l'Aude et candidat aux municipales à Trèbes. Robert Ménard, maire de Béziers et proche du RN, né lui aussi en Algérie, mène une politique mémorielle active dans sa ville en ayant notamment rebaptisé en 2015, la rue du 19 mars 1962 (date des accords d'Evian) en rue Hélié Denoix de Saint-Marc, un ancien résistant et partisan de l'Algérie française, ayant pris part au putsch d'Alger<sup>8</sup>.

En 2019, l'édile biterrois instaurait par ailleurs une charte de bonne conduite que les futurs mariés devront respecter, ce texte interdisant de danser, de jouer d'un instrument de musique et la présence de drapeaux étrangers lors des cérémonies de mariage. Si aucune communauté n'était explicitement mentionnée, cette initiative visait à encadrer une pratique en vogue dans certaines familles maghrébines. En 2009, Elie Aboud, à l'époque député UMP de Béziers, avait déposé une proposition de loi autorisant les maires, s'ils l'estimaient nécessaire, à interdire aux participants à une cérémonie de mariage, d'arborer des drapeaux ou des signes d'appartenance nationale, autres que ceux de la République française. En 2012, Christian Estrosi, maire UMP de Nice, édictait lui aussi de nouvelles règles sur les mariages dans sa ville avec en ligne de mire les « cris »,

<sup>8</sup> La même année, Julien Sanchez, maire RN de Beaucaire, débaptisait également la rue du 19 mars 1962 de sa ville et la renommait rue du 5 juillet 1962, jour marqué par le massacre d'Européens à Oran, après le cessez-le-feu signé le 19 mars à Evian.

« instruments », « groupes de musique folkloriques » et les « déploiements de drapeaux notamment étrangers »<sup>9</sup>.

### 3. Quand la mémoire du conflit s'invite dans la campagne électorale

On le voit, cette mémoire est particulièrement conflictuelle dans les départements méditerranéens, où les blessures du conflit algérien demeurent à vif. Les propos d'un Éric Zemmour, y trouvent un écho particulier dans une partie de la population. Le polémiste, issu d'une famille juive constantinoise, a d'ailleurs choisi, et ceci n'est sans doute pas un hasard, de commencer la tournée de promotion de son dernier livre précisément dans cette région. Ainsi, parmi ses premières conférences-meetings, la plupart ont été données sur le littoral méditerranéen, comme le montre la liste ci-dessous :

#### Liste des premières réunions d'Eric Zemmour pour la promotion de son livre.

- 17 septembre : Toulon
- 18 septembre : Nice
- 2 octobre : Lille
- 4 octobre : Paris
- 9 octobre : Ajaccio
- 15 octobre : Nîmes
- 16 octobre : Béziers

Dans son discours de Toulon, il a d'ailleurs évoqué les pieds noirs, qui comprennent « avant tout le monde » le danger que représenteraient l'islam et le basculement démographique<sup>10</sup>. Si le « grand remplacement » constitue un concept-clé dans la pensée zemmourienne, le spectre d'un remake de la guerre d'Algérie sur le sol français affleure et sous-tend tout son discours. Cette mémoire algérienne est omniprésente chez Éric Zemmour et nourrit sa pensée obsidionale<sup>11</sup>. Dans ce contexte, son irruption fracassante dans ce début de campagne électorale contribue puissamment à réactiver cette couche mémorielle douloureuse et conflictuelle, comme l'écrit avec ses mots ciselés, l'écrivain algérien Kamel Daoud : « On ne pouvait pas rêver mieux pour incarner et ancrer, malgré l'ironie, la France dans son histoire plurielle niée. Voilà donc ce que craignait de Gaulle. Zemmour est l'inconscient français, le grand remplaçant occulte, la réparation décoloniale paradoxale, la mémoire revenue déguisée »<sup>12</sup>.

Mais Éric Zemmour n'est pas le seul protagoniste de la campagne présidentielle à avoir investi ce sujet douloureux. Alors que l'ex-personnalité vedette de Cnews arpente le littoral pied-noir, Emmanuel Macron annonçait, quant à lui, une loi de « reconnaissance et de réparation » pour les harkis et leur demandait pardon au nom de la République. A cette occasion la président déclara : « c'est la tragédie d'une fidélité bafouée plusieurs fois par les massacres en Algérie, pour l'exclusion en France, puis par le déni et le refus de reconnaissance. Votre histoire, c'est la nôtre »<sup>13</sup>. Tout comme il avait reconnu trois ans plus tôt que le militant communiste Maurice Audin avait été torturé et assassiné par l'armée française lors de la bataille d'Alger,

<sup>9</sup> Cf « A Nice, une « charte » contre les mariages trop bruyants ou démonstratifs » in *Le Monde* 24/05/2012.

<sup>10</sup> Cf Ivanne Trippenbach « Dans ses meetings, Eric Zemmour prêche sa « vraie histoire » de France » in *Le Monde* 20/09/2021.

<sup>11</sup> Pensée obsidionale héritée comme pour de nombreux pieds-noirs de l'arrachement familial à la terre des ancêtres et redoublée dans une partie de la communauté juive séfarade par un épisode moins ancien : celui d'avoir quitté certains quartiers de banlieue, où la population issue de l'immigration maghrébine et africaine est aujourd'hui très nombreuse. Eric Zemmour évoque ainsi régulièrement les bouleversements démographiques du quartier de Drancy, où il a grandi.

<sup>12</sup> In *Le Point* 07/10/2021.

<sup>13</sup> Cf « Emmanuel Macron « demande pardon » aux harkis et annonce une loi de « reconnaissance et de réparation » ». In *Le Monde* 20/09/2021.

Emmanuel Macron inscrit ce geste en direction des harkis dans une perspective plus vaste de reconnaissance et d'apaisement mémoriels à propos du conflit algérien, comme il l'expliquait dans une interview dans le magazine *Zadig* : « Nous avons ainsi des mémoires brisées, humiliées, irréconciliables : les pieds noirs, les harkis, les militaires, les appelés, les Algériens issus de l'immigration... Notre pays a besoin, pour vivre sereinement, de bâtir un récit commun et de poser des actes reconnaissant toutes ces vies, toutes ces mémoires. »<sup>14</sup>. Le 30 septembre dernier, le président de la République rencontrait dix-huit « petits-enfants » de la guerre d'Algérie, dont les grands-parents, en tant que militants indépendantistes, rapatriés, harkis ou militaires avaient participé à ce conflit, dans l'objectif de rapprocher ces différentes mémoires et d'apaiser les blessures héritées de cette histoire douloureuse. Plus globalement, Emmanuel Macron appelait la France à « assumer sa part d'africanité », lors du récent sommet Afrique-France à Montpellier.

La position d'Éric Zemmour s'inscrit, quant à elle, à l'exact opposé, le polémiste campant sur des positions extrêmement tranchées et radicales. Il déclara ainsi lors de la reconnaissance par Emmanuel Macron de la responsabilité de l'armée française dans la mort de Maurice Audin : « Je pense que ce M. Audin, mort dans des conditions tragiques [...] était un traître et méritait 12 balles dans la peau. C'était un type qui était contre la France, qui aidait le FLN, qui aidait à tuer les Français. »<sup>15</sup>

Gageons que cette couche mémorielle conflictuelle sera de nouveau activée et source de passes d'armes au cours des prochains mois, comme ce fut le cas lors de la campagne de 2017. A la mi-février, dans le cadre d'un déplacement en Algérie, Emmanuel Macron déclara ainsi : « La colonisation fait partie de l'histoire française. C'est un crime, c'est un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à l'égard de celles et ceux envers lesquels nous avons commis ces gestes ». Ces propos furent vivement critiqués par François Fillon et Marine Le Pen. D'après le rolling Ifop-Fiducial pour *Paris-Match*, cette polémique se traduit instantanément par une baisse d'un point des intentions de vote en faveur du candidat, qui ne retrouva une dynamique qu'une semaine plus tard avec le ralliement de François Bayrou. Si un meeting d'Emmanuel Macron se tenant à Toulon le 18 février 2012 fut perturbé par des militants frontistes et des représentants des rapatriés et des harkis<sup>16</sup>, le candidat d'En Marche ! tira profit de cette déclaration dans l'électorat franco-algérien. Ainsi alors qu'au premier tour, son score s'établissait à 31,6% parmi les électeurs français installés au Maroc et à 36,8% en Tunisie, il atteignait pas moins de 51,9% parmi les électeurs français d'Algérie, dont une grande partie sont binationaux.

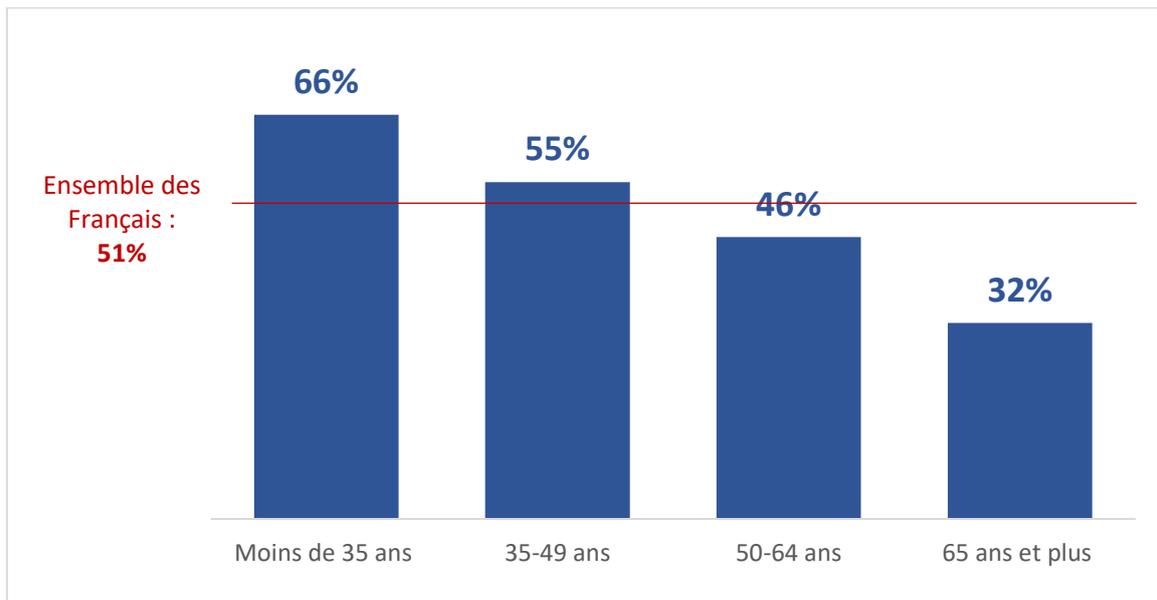
L'analyse détaillée d'un sondage réalisé quelques jours après cette déclaration révélait plus globalement une opinion publique littéralement coupée en deux (51% approuvant les propos d'Emmanuel Macron) avec un très fort clivage générationnel comme le montre le graphique suivant, le regard sur la colonisation de l'Algérie par la France variant très fortement selon l'âge.

<sup>14</sup> In « « Ma France », grand entretien avec Emmanuel Macron ». In *Zadig* - n°10 Mai - 2021.

<sup>15</sup> In *L'Opinion* 18/09/2018.

<sup>16</sup> On rappellera au passage que c'est dans cette même ville de Toulon qu'Éric Zemmour a débuté la campagne de promotion de son livre.

**Le degré d'adhésion par tranche d'âge à l'affirmation  
« La colonisation est un crime contre l'humanité »**



[Source : Ifop – TSA – février 2017]

Alors que les propos d'Emmanuel Macron faisaient mouche dans le public le plus jeune, les générations les plus âgées qui vécurent les « événements d'Algérie », comme on les appelait à l'époque, étaient beaucoup plus critiques, tout comme l'étaient les personnes d'origine pied-noir. Au second tour de la présidentielle, Marine Le Pen obtint ainsi des scores très supérieurs à sa moyenne nationale dans des villes comme Marignane (60,3%), Port-Vendres (52,6%) ou bien encore Carnoux-en-Provence (51,8%), communes marquées par une présence significative des rapatriés.

Premier président de la République à être né après l'indépendance de l'Algérie, Emmanuel Macron estime aujourd'hui que le moment est venu d'aborder ces questions douloureuses. Mais on le voit, près de 60 ans après la fin du conflit, cette couche mémorielle demeure conflictuelle dès qu'elle est réactivée. Dans ses magistraux *Lieux de mémoire*, publiés entre 1984 et 1992, Pierre Nora n'avait pas consacré de chapitre à l'Algérie, le conflit étant sans doute encore trop récent. Au regard d'une part, du poids que représentent les descendants de cette histoire dans la société française contemporaine et, d'autre part, des réminiscences et des retours de mémoire récurrents autour de ce thème, on doit sans doute désormais considérer l'Algérie comme un lieu de mémoire, au sens où Pierre Nora les a définis.

**Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur [www.ifop.com](http://www.ifop.com)**

\*\*\*

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

**Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion & Stratégies d'Entreprise**

[jerome.fourquet@ifop.com](mailto:jerome.fourquet@ifop.com)